

CA Montpellier CH. 01 SECT. AO1 4 juillet 2013 N° 11/04666
Grosse + copie

délivrées le

à

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

1° Chambre Section AO1

ARRET DU 4 JUILLET 2013

Numéro d'inscription au répertoire général : 11/04666

Décision déférée à la Cour : Jugement du 18 MAI 2011

TRIBUNAL D'INSTANCE DE BEZIERS

N° RG 11-10-849

APPELANTE :

Mademoiselle G.

...

...

représentée par Me Morgane SALVIGNOL GUILHEM, avocat postulant au barreau de MONTPELLIER

assistée de Me Corinne PICON, avocat plaidant au barreau de BEZIERS

(bénéficie d'une aide juridictionnelle totale numéro 2011/10305 du 30/08/2011 accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de MONTPELLIER)

INTIME :

Monsieur R.

...

...

représenté par la SCP Yves et Yann GARRIGUE, avocats postulants au barreau de MONTPELLIER,

assisté de Me Sandra VERGNAUD, avocat plaidant substituant Me Frédéric SIMON, avocat au barreau de BEZIERS

ORDONNANCE de CLOTURE du 21 MAI 2013

COMPOSITION DE LA COUR :

En application des dispositions des articles 786 et 910 du Code de Procédure civile, l'affaire a été débattue le LUNDI 10 JUIN 2013 à 8H45 en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Madame Anne BESSON, Président de Chambre, chargé du rapport

Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

Madame Anne BESSON, Président de Chambre

Monsieur Luc SARRAZIN, Conseiller

Madame Sylvie CASTANIE, Conseiller

Greffier, lors des débats : Marie Françoise COMTE

ARRÊT :

- CONTRADICTOIRE,

- prononcé publiquement par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du Code de Procédure Civile ;

- signé par Madame Anne BESSON, Président de Chambre, et par Marie Françoise COMTE, greffier auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

* * *

FAITS ET PROCEDURE

Mademoiselle G. a confié à Monsieur R. des travaux d'électricité dans son logement selon un devis du 4 décembre 2004 pour un montant de 2 576,31 € ;

Alléguant des malfaçons, Madame G. a saisi le Tribunal d'instance en référé pour obtenir une mesure d'expertise'; par arrêt infirmatif du 21 février 2009 la cour a ordonné une mesure d'expertise.

L'expert a déposé son rapport le 28 août 2009.

Mlle G. a assigné par acte des 5, 6 et 19 mai 2010 Monsieur R., l'assurance construction service et la SCA Mutuelles du Mans en paiement de 850 € pour les travaux de mise en conformité, de 5 000 € à titre de dommages et intérêts pour résistance abusive et 2000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Par jugement du 18 juin 2011, le tribunal d'instance de Béziers a' :

- homologué le rapport d'expertise,

- fixé à la somme de 377 € le coût des travaux de reprise des désordres affectant l'installation électrique réalisée par monsieur R.,

- donné acte à Monsieur R. de son accord pour réaliser les travaux relevés par l'expert,

- condamné Madame G. à verser à Monsieur R. la somme de 500 € pour procédure abusive,

- rejeté la demande de dommages et intérêts de Madame G.,

- déclaré irrecevable la demande formulée à l'encontre de l'ACS,

- mis hors de cause les MMA,

- condamné Madame G. à payer à l'ACS la somme de 500€ pour procédure abusive et celle de 300 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile,

2

- condamné Madame G. à payer à Monsieur R. la somme de 1 200 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile,

- condamné Madame G. à payer à la société MMA la somme de 300 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Mlle G. a régulièrement interjeté appel le 29 juin 2011 à l'encontre de Monsieur R..

Vu les conclusions du 27 septembre 2011 de Mlle G.,

Vu les conclusions du 7 novembre 2011 de Monsieur R.,

Vu l'ordonnance de clôture du 21 mai 2013 ;

M O T I V A T I O N

Les parties ne font que reprendre devant la cour leurs prétentions et leurs moyens de première instance';

En l'absence d'élément nouveau soumis à son appréciation, la cour estime que le premier juge, par des motifs pertinents qu'elle approuve, a fait une exacte appréciation des faits de la cause et du droit des parties en retenant que le coût des reprises des travaux d'électricité s'élève à la somme de 377 €.

Le rapport d'expertise de Monsieur H., réalisé au contradictoire des parties, procède à une analyse objective des données des faits de la cause, à une étude complète et détaillée des questions posées par Mademoiselle G. et retient des conclusions motivées par des arguments techniques'; il servira donc de support sur le plan technique à la décision, car Madame G. ne le conteste pas utilement.

En effet, l'expert a constaté que la norme NF C 15-100, dont Mademoiselle G. l'application, ne s'impose pas dans le cas d'une construction existante déjà raccordée au réseau, ce qui est le cas de la maison de Mademoiselle G., qu'une simple mise en sécurité de l'installation demeure toujours possible, que l'installation a été réalisée conformément au devis et il a relevé quatre non conformités aux normes de sécurité pour un coût de reprise de 377 € HT.

Monsieur R. a réalisé pour Mademoiselle G. une rénovation de l'installation électrique existante pour une mise en sécurité et non pas une mise en conformité avec la norme NF C15-100, qui ne s'imposait pas dès lors qu'il n'y a pas eu interruption de service à l'occasion des travaux, ce qui ne rend pas obligatoire le recours à l'avis du consuel; Mademoiselle G. ayant choisi de commander à Monsieur R. une mise en sécurité de l'installation existante, il ne peut être reproché à Monsieur R. de ne pas avoir mis en oeuvre les prescriptions de la norme NF C 15-100 qui n'étaient pas obligatoires pour l'installation électrique de la maison de Madame G..

Dans ces conditions, il convient de retenir que le coût des seules reprises à la charge de Monsieur R. s'élève à la somme de 377 €. Le jugement sera donc confirmé de ce chef.

Madame G. ne peut se faire imposer une réparation en nature des malfaçons, alors qu'elle refuse l'intervention de Monsieur R.'; il convient donc par infirmation du jugement de condamner Monsieur R. à payer le coût des reprises.

Mademoiselle G. sollicite la somme de 5 000 € de dommages et intérêts pour procédure abusive, alors que Monsieur R. a toujours accepté de reprendre les désordres d'un coût très modique'; sa demande ne peut dès lors être accueillie.

Monsieur R., qui succombe, ne justifie pas d'une quelconque résistance abusive de Mlle G.'; il sera débouté de sa demande de dommages et intérêts pour procédure abusive.

Les dépens et les frais d'expertise et de la procédure seront partagés entre les parties car, d'une part Monsieur R. a toujours proposé de reprendre ses travaux, qui ne nécessitait que de petites reprises et d'autre part Mlle G. succombe en sa demande de mise en conformité de l'installation avec la norme NF C 15-100.

P A R C E S M O T I F S

La cour, statuant dans les limites de l'appel de Mademoiselle G.,

Infirme le jugement déferé en ses dispositions ayant donné acte à Monsieur R. de son accord pour réaliser les travaux relevés par l'expert et ayant condamné Madame G. à payer des dommages et intérêts pour procédure abusive à Monsieur R.,

Statuant à nouveau des chefs infirmés,

Condamne Monsieur R. à payer à Madame G. la somme de 377 € augmentée de la TVA applicable au jour du paiement et avec indexation sur les variations de l'indice INSEE BT 01 entre août 2009 et le jour de l'arrêt,

Déboute Madame G. de sa demande de dommages et intérêts pour procédure abusive,

Déboute Monsieur R. de sa demande de dommages et intérêts pour procédure abusive,

Dit n'y avoir lieu à l'application de l'article 700 du code de procédure civile,

Dit que les dépens seront partagés par moitié entre Monsieur R. et Madame G. y compris les frais d'expertise, avec application de l'article 699 du code de procédure civile.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

AB

Composition de la juridiction : Madame Anne BESSON, MORGANE (Me), Corinne PICON, Guilhem SALVIGNOL, SCP Yves et Yann, Me Sandra VERGNAUD, Me Frédéric SIMON
Décision attaquée : TI Béziers, Montpellier 2011-05-18